

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2007 — 943

[2007/200607]

8 FEVRIER 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions et modalités de l'octroi, via le Fonds d'impulsion du développement économique rural, de subventions d'ateliers de travail partagé au bénéfice d'opérateurs privés sur le territoire des zones franches rurales

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 septembre 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 septembre 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 41.879/4, donné le 9 janvier 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition conjointe du Ministre-Président, du Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Commerce extérieur et du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o "décret-programme" : le décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon;

2^o "administration" : la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

3^o "atelier de travail partagé" : l'investissement visé à l'article 42, § 5, du décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon;

4^o "entreprise" : la petite ou moyenne entreprise et la très petite entreprise visées aux §§ 3 et 5 de l'article 3 du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;

5^o "partenaire" : la personne physique ou l'entreprise participant au projet d'atelier de travail partagé;

6^o "promoteur" : l'ensemble des partenaires du projet d'atelier de travail partagé;

7^o "subvention" : l'aide octroyée en vertu du présent arrêté;

8^o "FIDER" : le Fonds d'impulsion du développement économique rural, tel que mis en place par le décret-programme;

9^o "délégué spécial PST1" : le délégué spécial du Gouvernement wallon en charge de la mise en œuvre du plan stratégique transversal "création d'activités et d'emplois", dont les missions et le statut ont été fixés par décision du Gouvernement wallon du 24 février 2005.

Art. 2. § 1^{er}. Le présent arrêté exécute l'article 3, § 2, b), du Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises.

§ 2. Conformément à l'article 42, § 5, du décret-programme et dans le respect de la clé de répartition des moyens budgétaires repris au FIDER, telle que prévue à l'article 42, § 4, du décret-programme, un projet d'atelier de travail partagé, présenté par un promoteur composé de minimum trois partenaires, peut, sur le territoire des zones franches rurales, bénéficier d'une subvention de maximum 90 % du montant nominal de l'investissement, plafonné, par partenaire, à 100.000 euros sur une période de trois ans.

§ 3. Cette subvention est octroyée selon une procédure d'appel à projet.

§ 4. Il sera procédé à un appel à projet par an, dans le courant du premier trimestre de l'année civile, dans le cadre des limites budgétaires du FIDER et la clé de répartition prévue à l'article 42, § 4, du décret-programme.

Art. 3. Cette subvention peut être octroyée aux conditions suivantes :

1^o personne physique, micro-entreprise, petite ou moyenne entreprise visées à l'article 3, § 3 et § 5, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;

2^o promoteur composé de minimum trois partenaires;

3^o projet situé sur une commune éligible au FIDER, c'est-à-dire une commune reconnue comme zones franches rurales par le Gouvernement;

4^o respect de la procédure décrite dans le présent arrêté.

Art. 4. Dans un délai d'un mois après la publication au *Moniteur belge* de l'appel à projet, le promoteur introduit un dossier de candidature, par envoi recommandé ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi, auprès de l'administration selon le modèle établi par le Ministre de l'Economie.

Ce dossier contient :

1^o une mention ou un numéro qui permet d'identifier chaque partenaire du projet et, le cas échéant, le greffe du tribunal de commerce où est tenu son dossier;

2^o le détail du projet, c'est-à-dire :

a) le contenu et les caractéristiques de l'atelier de travail partagé en projet;

b) la manière dont le promoteur envisage la gestion technique de l'atelier de travail partagé;

c) les objectifs poursuivis par la création de l'atelier de travail partagé dont, obligatoirement, le plan d'affaires;

d) les éventuels projets d'extension de l'atelier de travail partagé;

3^o l'évaluation du coût de la réalisation du projet;

4^o une liste des aides de minimis accordées aux partenaires dans la période de trois ans précédant le dépôt de la demande, ou susceptibles d'être accordées à la date de la décision d'octroi de la subvention;

5^o à défaut de la liste visée au 4^o, une déclaration de chaque partenaire certifiant qu'il n'a pas bénéficié d'aides de minimis et ce, durant la période de trois ans précédant le dépôt de demande, et qu'il n'est pas susceptible d'en bénéficier à la date de la décision d'octroi de la subvention;

6° un document dans lequel chaque partenaire déclare sur l'honneur que l'entreprise est en règle vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales, l'entreprise pouvant, le cas échéant, être invitée par l'administration à produire les documents et preuves nécessaires lorsque le dossier est reconnu éligible au terme de la réglementation.

Art. 5. § 1^{er}. Dans les dix jours ouvrables de l'introduction de la candidature, un accusé de réception, ne préjugeant pas d'une décision favorable, est adressé par l'administration à chaque partenaire.

§ 2. L'administration procède, pour tout projet reçu, à une première évaluation portant sur la faisabilité du projet, la viabilité du projet, le caractère raisonnable des moyens prévus par le promoteur pour la réalisation du projet et la réunion des conditions d'octroi.

§ 3. Il est créé une commission d'avis chargée de proposer au Gouvernement les projets éligibles, classés d'après les critères suivants :

1° le nombre de partenaires participant au projet;

2° la solidité économique et financière du projet;

3° le potentiel de développement économique, notamment en termes d'emplois nouveaux à créer.

Cette commission est composée de :

1° un représentant du Ministre-Président;

2° un représentant du Ministre de l'Economie;

3° un représentant du Ministre de la Ruralité;

4° le délégué spécial PST1, qui assure le secrétariat des réunions;

5° un représentant de l'Agence de stimulation économique;

6° deux experts en micro-économie, dont les compétences sont reconnues en matière d'évaluation de plans d'affaires.

§ 4. Le Gouvernement, sur base du classement rendu par la commission d'avis et en fonction de la clé de répartition des moyens budgétaires repris au FIDER, désigne les projets d'ateliers de travail partagé pouvant bénéficier de la subvention. Le Gouvernement motive sa décision si celle-ci s'écarte du classement de la commission d'avis. Le Ministre de l'Economie notifie, par arrêté, cette décision aux partenaires.

Art. 6. § 1^{er}. La subvention est octroyée individuellement à chaque partenaire au prorata de sa participation à l'investissement.

L'arrêté de subvention précise l'obligation pour chaque partenaire d'informer l'administration de toute nouvelle aide de minimis sollicitée ou octroyée par toute autorité publique, pendant une période de trois ans à dater de la décision d'octroi de la subvention.

§ 2. Si au cours de la période visée au § 1^{er}, alinéa 2, pour un des partenaires du projet, le montant cumulé des aides risque de dépasser le montant considéré par la Commission européenne comme étant d'importance mineure (aide "de minimis"), l'administration en informe le partenaire concerné ainsi que l'autorité publique compétente pour l'octroi de la nouvelle aide de minimis.

§ 3. Les investissements doivent être terminés au plus tard vingt-quatre mois après la date de l'arrêté octroyant la subvention.

Art. 7. § 1^{er}. La liquidation de la subvention est subordonnée à la vérification, par l'administration, de la réalisation effective de l'atelier de travail partagé. Cette vérification qui porte sur l'existence de l'infrastructure, sur la présence des outils de production ou des équipements communs auxiliaires, sur l'effectivité des services communs, en conformité avec le projet décrit dans le dossier de candidature.

§ 2. La subvention est liquidée à chaque partenaire après que celui-ci a fourni les preuves des dépenses réalisées.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2007.

Art. 9. Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Commerce extérieur et le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 février 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 943

[2007/200607]

8. FEBRUAR 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festsetzung der Bedingungen und Modalitäten in Bezug auf die Gewährung über den Impulsfonds für die ländliche wirtschaftliche Entwicklung von Zuschüssen an Werkstätten für geteilte Arbeit zugunsten von privaten Betreibern auf dem Gebiet der ländlichen Freizeonen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft;

Aufgrund des am 11. September 2006 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 14. September 2006 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 9. Januar 2007 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat, ersetzt durch das Gesetz vom 2. April 2003, abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 41.879/4;

Auf den gemeinsamen Vorschlag des Minister-Präsidenten, des Ministers der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels und des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Bei der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Programmdekret": das Programmdekret vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft;

2° "Verwaltung": die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° "Werkstatt für geteilte Arbeit": die in Artikel 42 § 5 des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft erwähnte Investition;

4° "Betrieb": der Klein- bzw. Mittelbetrieb oder der Kleinstbetrieb, die in §§ 3 und 5 des Artikels 3 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe erwähnt werden;

5° "Partner": die natürliche Person oder der Betrieb, die bzw. der am mit einer Werkstatt für geteilte Arbeit verbundenen Projekt beteiligt ist;

6° "Initiator": die Gesamtheit der Partner des mit einer Werkstatt für geteilte Arbeit verbundenen Projekts;

7° "Zuschuss": die aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährte Beihilfe;

8° "FIDER": der Impulsfonds für die ländliche wirtschaftliche Entwicklung, so wie durch das Programmdekret eingeführt;

9° "Sonderbeauftragter PST1": der Sonderbeauftragte der Wallonischen Regierung, der mit der Durchführung des bereichsübergreifenden strategischen Plans "Schaffung von Aktivitäten und von Arbeitsplätzen" beauftragt ist, dessen Aufgaben und Statut durch einen Beschluss der Wallonischen Regierung vom 24. Februar 2005 festgesetzt worden sind.

Art. 2 - § 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird Artikel 3 § 2 b) der Verordnung (EG) Nr. 70/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf staatliche Beihilfen an kleine und mittlere Unternehmen ausgeführt.

§ 2 - Gemäß Artikel 42 § 5 des Programmdekrets und unter Einhaltung des Verteilerschlüssels der im "FIDER" angegebenen Haushaltssmittel, so wie in Artikel 42 § 4 des Programmdekrets vorgesehen, kann ein mit einer Werkstatt für geteilte Arbeit verbundenes Projekt, das von einem aus mindestens drei Partnern bestehenden Initiator vorgestellt wird, auf dem Gebiet der ländlichen Freizonen einen Zuschuss von höchstens 90% des Nennbetrags der Investition, der je Partner auf 100.000 Euro über einen Zeitraum von drei Jahren begrenzt ist, in Anspruch nehmen.

§ 3 - Dieser Zuschuss wird gemäß einem Verfahren zum Aufruf zur Einreichung von Projekten gewährt.

§ 4 - Ein Aufruf zur Einreichung von Projekten wird jährlich im Laufe des ersten Quartals des Kalenderjahres und im Rahmen der Begrenzungen aufgrund der verfügbaren Haushaltssmittel des "FIDER" und des in Artikel 42 § 4 des Programmdekrets vorgesehenen Verteilerschlüssels stattfinden.

Art. 3 - Dieser Zuschuss kann unter folgenden Bedingungen gewährt werden:

1° natürliche Person, Kleinstbetrieb, Klein- bzw. Mittelbetrieb, die in Artikel 3 §§ 3 und 5 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe erwähnt werden;

2° aus mindestens drei Partnern bestehender Initiator;

3° in einer FIDER-berechtigten Gemeinde befindliches Projekt, d.h. eine durch die Regierung als ländliche Freizone anerkannte Gemeinde;

4° Einhaltung des im vorliegenden Erlass beschriebenen Verfahrens.

Art. 4 - Innerhalb einer Frist von einem Monat nach der Veröffentlichung des Aufrufs zur Einreichung von Projekten im *Belgischen Staatsblatt* reicht der Initiator eine Antragsakte per Einschreiben oder durch jedes andere, der Sendung ein sicheres Datum gebende Mittel bei der Verwaltung gemäß dem vom Minister der Wirtschaft bestimmten Muster ein.

In dieser Akte befindet sich:

1° eine Angabe oder eine Nummer, die es möglich macht, jeden Partner des Projekts und gegebenenfalls die Kanzlei des Handelsgerichts, wo seine Akte geführt wird, zu identifizieren;

2° Einzelheiten über das Projekt, d.h.:

a) der Inhalt und die Eigenschaften der geplanten Werkstatt für geteilte Arbeit;

b) die Art und Weise, wie der Initiator die technische Verwaltung der Werkstatt für geteilte Arbeit vornehmen will;

c) die durch die Gründung der Werkstatt für geteilte Arbeit verfolgten Zielsetzungen, unter denen der Geschäftsplan unbedingt stehen muss;

d) die etwaigen Pläne zur Erweiterung der Werkstatt für geteilte Arbeit;

3° die Schätzung der Kosten für die Durchführung des Projekts;

4° eine Liste der de minimis-Beihilfen, die den Partnern während des dreijährigen Zeitraums vor der Einreichung des Antrags gewährt wurden oder die zum Zeitpunkt des Beschlusses zur Gewährung des Zuschusses gewährt werden können;

5° in Ermangelung der unter 4° erwähnten Liste eine Erklärung von jedem Partner, durch die bescheinigt wird, dass er keine de minimis-Beihilfen in Anspruch genommen hat, dies während des dreijährigen Zeitraums vor der Einreichung des Antrags, und dass er zum Zeitpunkt des Beschlusses zur Gewährung des Zuschusses keine Beihilfe in Anspruch nehmen kann;

6° ein Dokument, in dem jeder der Partner auf Ehrenwort erklärt, dass der Betrieb den Vorschriften der fiskalen, sozialen und umweltumweltbezogenen Gesetzgebung und Regelungen nachgekommen ist, wobei der Betrieb gegebenenfalls durch die Verwaltung aufgefordert werden kann, die notwendigen Dokumente und Belege vorzulegen, wenn die Akte als gemäß der Regelung zulässig anerkannt wird.

Art. 5 - § 1 - Innerhalb von zehn Werktagen nach der Einreichung des Antrags wird jedem Partner eine Empfangsbestätigung, die keiner günstigen Entscheidung vorgreift, durch die Verwaltung zugeschickt.

§ 2 - Die Verwaltung nimmt für jedes erhaltene Projekt eine erste Bewertung vor, die die Machbarkeit des Projekts, dessen Dauerhaftigkeit, den vernünftigen Charakter der vom Initiator zur Durchführung des Projekts vorgesehenen Mittel und die Einhaltung der Gewährungsbedingungen betrifft.

§ 3 - Eine beratende Kommission wird eingerichtet, die damit beauftragt ist, der Regierung die zulässigen Projekte vorzustellen, die nach folgenden Kriterien eingestuft sind:

1° die Anzahl der am Projekt beteiligten Partner;

2° die wirtschaftliche und finanzielle Standfestigkeit des Projekts;

3° das Potenzial hinsichtlich der wirtschaftlichen Entwicklung, insbesondere was die zu schaffenden, neuen Arbeitsplätzen angeht.

Diese Kommission besteht aus:

1° einem Vertreter des Minister-Präsidenten;

2° einem Vertreter des Ministers der Wirtschaft;

3° einem Vertreter des Ministers der ländlichen Angelegenheiten;

4° dem Sonderbeauftragten PST1, der für das Sekretariat der Versammlungen sorgt;

5° einem Vertreter der Agentur für die Wirtschaftsbelebung;

6° zwei Sachverständigen im Bereich der Mikrowirtschaft, deren Sachverständigkeit in Sachen Bewertung von Geschäftsplänen anerkannt ist.

§ 4 - Die Regierung bestimmt die mit Werkstätten für geteilte Arbeit verbundenen Projekte, die den Zuschuss in Anspruch nehmen können, auf der Grundlage der durch die beratende Kommission abgegebenen Einstufung und unter Berücksichtigung des Verteilerschlüssels der im "FIDER" stehen Haushaltsmittel. Die Regierung begründet ihren Beschluss, wenn dieser von der Einstufung der beratenden Kommission abweicht. Der Minister der Wirtschaft stellt diesen Beschluss den Partnern durch einen Erlass zu.

Art. 6 - § 1 - Der Zuschuss wird jedem einzelnen Partner im Verhältnis zu dessen Beteiligung an der Investition gewährt.

Im Bezuschussungserlass wird die für jeden Partner geltende Verpflichtung angegeben, die Verwaltung über jede beantragte oder durch jede öffentliche Behörde gewährte de minimis - Beihilfe während eines Zeitraums von drei Jahren ab dem Datum des Beschlusses zur Gewährung des Zuschusses zu informieren.

§ 2 - Wenn der kumulierte Betrag der Beihilfen im Laufe des in § 1 Absatz 2 erwähnten Zeitraums für einen der Partner des Projekts den von der Europäischen Kommission als Betrag kleineren Ausmaßes ("de minimis"-Beihilfe) angesehenen Betrag zu überschreiten droht, teilt die Verwaltung dies dem betroffenen Partner sowie der für die Gewährung der neuen de minimis - Beihilfe zuständigen öffentlichen Behörde mit.

§ 3 - Die Investitionen müssen spätestens vierundzwanzig Monate nach dem Datum des den Zuschuss gewährenden Erlasses beendet sein.

Art. 7 - § 1 - Die Auszahlung des Zuschusses unterliegt der Überprüfung der tatsächlichen Einrichtung der Werkstatt für geteilte Arbeit durch die Verwaltung. Diese Überprüfung betrifft das Bestehen der Infrastruktur, das Vorhandensein der Produktionswerkzeuge oder der gemeinsamen Hilfsausrüstungen, die Wirksamkeit der gemeinsamen Dienste in Übereinstimmung mit dem in der Antragsakte beschriebenen Projekt.

§ 2 - Der Zuschuss wird jedem Partner ausgezahlt, nachdem dieser den Beweis der getätigten Ausgaben erbracht hat.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. März 2007 in Kraft.

Art. 9 - Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels und der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Februar 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,
J.-C. MARCOURT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 943

[2007/200607]

8 FEBRUARI 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de voorwaarden en de nadere regels voor de toekenning, via het Impulsfonds voor de landelijke economische ontwikkeling, van subsidies voor werkplaatsen voor gedeeld werk aan privéoperatoren op het grondgebied van de landelijke vrije zones

De Waalse Regering,

Gelet op het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 september 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 september 2006;

Gelet op het advies nr. 41.879/4 van de Raad van State, gegeven op 9 januari 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals vervangen door de wet van 2 april 2003;

Op de gezamenlijke voordracht van de Minister-President, de Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel en de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o "programmadecreet": het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië;

2^o "bestuur": het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3^o "werkplaats voor gedeeld werk": de investering bedoeld in artikel 42, § 5, van het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië;

4^o "onderneming": de kleine of middelgrote onderneming en de zeer kleine onderneming bedoeld in de §§ 3 en 5 van artikel 3 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine of middelgrote ondernemingen;

5^o "partner": de natuurlijke persoon of de onderneming betrokken bij het project van de werkplaats voor gedeeld werk;

6^o "promotor": de partners van het project voor de werkplaats voor gedeeld werk in hun geheel;

7^o "subsidie": de tegemoetkoming die krachtens dit decreet toegekend wordt;

8^o "FIDER": het impulsfonds voor de landelijke economische ontwikkeling, zoals opgericht bij het programma-decreet;

9^o "bijzondere gemachtigde PST1": de bijzondere gemachtigde van de Waalse Regering belast met de uitvoering van het overkoepelend strategisch plan voor bedrijvigheid en werkgelegenheid waarvan de opdrachten en het statuut bepaald zijn bij beslissing van de Waalse Regering van 24 februari 2005.

Art. 2. § 1. Dit besluit voert artikel 3, § 2, b), van Verordening (EG) nr. 70/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen uit.

§ 2. Overeenkomstig artikel 42, § 5, van het programmadecreet en met inachtneming van de verdeelsleutel van de begrotingsmiddelen uitgetrokken voor FIDER, zoals bepaald in artikel 42, § 4, van het programmadecreet, kan een project voor een werkplaats voor gedeeld werk dat voorgesteld wordt door een promotor bestaande uit minstens drie partners, op het grondgebied van de landelijke vrije zones, in aanmerking komen voor een subsidie van maximum 90 % van het nominale investeringsbedrag dat per partner als maximumbedrag 100.000 euro over een periode van drie jaar bereikt.

§ 3. Die subsidie wordt toegekend volgens de procedure van de oproep voor het indienen van projecten.

§ 4. Er vindt één oproep voor het indienen van projecten per jaar plaats, in de loop van het eerste kwartaal van het kalenderjaar, binnen de perken van de FIDER-begrotingsmiddelen en binnen het kader van de verdeelsleutel bepaald in artikel 42, § 4, van het programmadecreet.

Art. 3. Die subsidie kan toegekend worden tegen volgende voorwaarden :

1^o natuurlijke persoon, micro-onderneming, de kleine of middelgrote onderneming zoals bedoeld in artikel 3, §§ 3 en 5, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine of middelgrote ondernemingen;

2^o promotor bestaande uit minstens drie partners;

3^o project gelegen in een gemeente die voor FIDER in aanmerking komt, nl. een gemeente die erkend is als landelijke vrije zone door de Regering;

4^o naleving van de procedure omschreven in dit besluit.

Art. 4. Binnen een termijn van één maand na bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de oproep tot het indienen van projecten dient de promotor per aangetekend schrijven of op enige andere wijze waarop het van een vaste dagtekening wordt voorzien, een kandidatuurdossier in bij het bestuur volgens het model bepaald door de Minister van Economie.

Dat dossier bevat :

1^o een merk of een nummer waarmee elke partner in het project en, in voorkomend geval, de griffie van de rechtkant van koophandel waar het dossier bijgehouden wordt, geïdentificeerd kunnen worden;

2^o de details van het project, nl. :

a) de inhoud en de kenmerken van de werkplaats voor gedeeld werk in de projectfase;

b) de wijze waarop de promotor het technische vraagstuk van de werkplaats voor gedeeld werk bekijkt;

c) de doelstellingen die nagestreefd worden door de oprichting van de werkplaats voor gedeeld werk, w.o. verplicht het zakenplan;

d) de eventuele uitbreidingsprojecten van de werkplaats voor gedeeld werk;

3° de evaluatie van de kostprijs voor de uitvoering van het project;

4° een lijst van de minimis-steun die aan de partners is toegekend tijdens de periode van drie jaar vóór de indiening van de aanvraag of die toegekend zouden kunnen worden op de datum waarop tot de toekenning van de subsidie beslist wordt;

5° bij ontstentenis van de lijst bedoeld in 4°, een verklaring van elke partner waaruit blijkt dat hij geen de minimis-steun genoten heeft tijdens de periode van drie jaar vóór de indiening van de aanvraag en dat hij die steun niet zou kunnen genieten op de datum waarop tot de toekenning van de subsidie beslist wordt;

6° een document waarin elke partner op erewoord verklaart dat de onderneming de fiscale, sociale en leefmilieuwet- en -regelgeving naleeft waarbij de onderneming, in voorkomend geval, door het bestuur erom verzocht kan worden om de nodige documenten en bewijzen te leveren als het dossier als in aanmerking komend erkend wordt krachtens de regelgeving.

Art. 5. § 1. Binnen de tien werkdagen na de indiening van de kandidatuur wordt er door het bestuur aan elke partner een bericht van ontvangst verstuurd dat niet vooruitloopt op een gunstige beslissing.

§ 2. Het bestuur onderwerpt elk binnenkomend project aan een eerste beoordeling over de haalbaarheid van het project, de leefbaarheid van het project, het redelijk karakter van de middelen die de promotor voornemens is in te zetten voor de uitvoering van het project en het vervullen van de toekenningsvooraarden.

§ 3. Er wordt een adviescommissie opgericht die de in aanmerking komende projecten aan de Regering moet voorstellen, gerangschikt volgens hierna vermelde criteria :

1° het aantal partners betrokken bij het project;

2° de economische en financiële sterkte van het project;

3° het economisch ontwikkelingspotentieel, meer bepaald betreffende de totstandkoming van nieuwe werkgelegenheid.

Die commissie bestaat uit :

1° een vertegenwoordiger van de Minister-President;

2° een vertegenwoordiger van de Minister van Economie;

3° een vertegenwoordiger van de Minister van Landelijke Aangelegenheden;

4° de bijzondere gemachtigde PST1, die het secretariaat van de vergaderingen waarneemt;

5° een vertegenwoordiger van het agentschap voor economische stimulering;

6° twee deskundigen inzake micro-economie wier deskundigheid erkend is in het beoordelen van zakenplannen.

§ 4. De Regering wijst op grond van de rangschikking die de adviescommissie heeft opgemaakt en naar gelang de verdeelsleutel van de begrotingsmiddelen uitgetrokken voor FIDER de projecten aan voor werkplaatsen voor gedeeld werk die voor de subsidie in aanmerking komen. De Regering motiveert haar beslissing als die afwijkt van de rangschikking van de adviescommissie. Van die beslissing geeft de Minister van Economie bij besluit kennis aan de partners.

Art. 6. § 1. De subsidie wordt individueel aan elke partner toegekend in verhouding tot zijn betrokkenheid bij de investering.

In het subsidiebesluit wordt de verplichting voor elke partner vermeld om het bestuur in te lichten over elke nieuwe de minimis-steun die aangevraagd of toegekend wordt door elke overheid, tijdens een periode van drie jaar te rekenen van de beslissing tot toekenning van de subsidie.

§ 2. Als het bedrag dat door de Europese Commissie als steun van geringe betekenis (de minimis-steun) wordt beschouwd, na samenvoeging van de steungelden tijdens de periode bedoeld in § 1, lid 2, voor één van de partners in het project overschreden dreigt te worden, licht het bestuur daar de betrokken partner en de overheid bevoegd voor de toekenning van de nieuwe de minimis-steun over in.

§ 3. De investeringen dienen uiterlijk vierentwintig maanden na de datum van het besluit tot toekenning van de subsidie beëindigd te worden.

Art. 7. § 1. De uitbetaling van de subsidie wordt ondergeschikt gemaakt aan de controle door het bestuur van de daadwerkelijke verwezenlijking van de werkplaats voor gedeeld werk. Die controle bestaat erin dat het bestaan van de infrastructuur, het voorhanden zijn van productie-instrumenten of gemeenschappelijke hulpbenodigdheden, het daadwerkelijk bestaan van gemeenschappelijke diensten overeenkomstig het project omschreven in het kandidatuurdossier geverifieerd worden.

§ 2. De subsidie wordt aan elke partner uitbetaald nadat deze het bewijs van gedane uitgaven geleverd heeft.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2007.

Art. 9. De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel en de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 februari 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN